

Pour une formation professionnelle agricole plus performante au Burkina Faso : propositions des acteurs

POUDIOUGO Désiré W.

Maître de Recherche à l'Institut des Sciences des Sociétés

desirepoudiougou@yahoo.com

Introduction

Le renforcement des capacités en pratique agricole constitue un tremplin pour le développement des compétences. En effet, l'approche par compétences considère la compétence comme la capacité à organiser de façon combinée les différents savoirs et des comportements pour surmonter des situations professionnelles complexes. (Le Boterf, 2018 ; Perrenoud, 2004). Dans le domaine de l'agriculture, cette vision met en relief l'urgence de doter aux acteurs des compétences avérées pour répondre aux préoccupations actuelles.

Au Burkina Faso, des mécanismes de formation ont été mis œuvre par les autorités en charge de l'agriculture notamment les organisations de formation professionnelle, les actions de développement, les organisations non gouvernementales et les partenaires techniques et financiers. Ces mécanismes s'intègrent dans des plans de développement des compétences. Cependant, comme le mentionnent les théories de l'apprentissage expérientiel (Kolb, 1984) et de la professionnalisation par l'alternance (Wittorski, 2008), le développement effectif des compétences repose directement sur l'alternance entre les savoirs théoriques, des expériences pratiques en stage et d'une approche réflexive qui aide au développement des compétences. Or, cette alternance rencontre des difficultés, ce qui interroge la portée réelle des dispositifs existants. En effet, les travaux sur le transfert des apprentissages indiquent que les capacités reçues en formation ne sont pas systématiquement mobilisées dans les pratiques professionnelles (Tardif, 1999 ; Perrenoud, 1997).

Cet article analyse les propositions des acteurs en faveur de l'amélioration de la formation professionnelle agricole au Burkina Faso. À partir d'une approche qualitative, l'étude recueille et examine les propositions formulées par les différents acteurs du dispositif de formation, en

Le journal de la culture et des sciences

vue d'identifier les pistes susceptibles de renforcer sa pertinence, son efficacité et son adéquation aux besoins du secteur agricole

1. Méthodologie de la recherche

L'enquête a été conduite dans la ville de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. L'étude s'inscrit dans une approche qualitative, à visée exploratoire et analytique. Cette orientation méthodologique a permis d'appréhender en profondeur les attentes des acteurs impliqués dans la formation professionnelle, notamment dans le secteur agricole. La population d'étude est constituée d'un échantillon de trente (45) personnes, recrutées selon des profils variés afin de couvrir la diversité des points de vue. Cet échantillon comprend dix (10) chercheurs spécialisés en agriculture, douze (16) personnes ayant bénéficié de formations en agriculture, ainsi que douze (12) cadres du Ministère de l'Agriculture. Les entretiens ont été menés jusqu'à saturation, c'est-à-dire jusqu'au moment où les informations recueillies devenaient redondantes, indiquant que les principaux thèmes avaient été suffisamment couverts. Afin de compléter les entretiens individuels et d'enrichir la compréhension des enjeux, un atelier de réflexion a été organisé au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) avec onze (11) spécialistes des domaines de l'agriculture. Cet atelier visait à recueillir le point de vue d'experts sur les bonnes pratiques en matière de formation professionnelle en agriculture, à discuter des principales contraintes observées, et à formuler des pistes d'amélioration concrètes. Ce dispositif méthodologique a permis de croiser les expériences d'acteurs institutionnels, de chercheurs, de praticiens de la formation et de bénéficiaires, offrant ainsi une lecture plurielle et complémentaire des réalités étudiées.

2. Résultats de la recherche

Plusieurs acteurs interrogés ont proposé des pistes concrètes pour renforcer l'efficacité et l'impact des dispositifs actuels dans le cadre de la recherche sur la formation et le développement des compétences en agriculture au Burkina Faso. L'une des principales propositions surtout des formateurs et des chercheurs demeure l'élaboration d'un référentiel national unifié. Cet outil permettrait l'harmonisation des formations à travers le pays, d'assurer une cohérence dans les compétences à transmettre, et de faciliter la reconnaissance des qualifications à l'échelle nationale. Parallèlement, mention est faite de la nécessité de former les formateurs issus des communautés locales, en particulier les leaders communautaires. Ces

Le journal de la culture et des sciences

formateurs de proximité joueraient un rôle essentiel dans la diffusion des savoirs adaptés aux réalités locales, renforçant ainsi l'ancrage des formations dans leur contexte socio-culturel. La prise en compte des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les dispositifs de formation n'est pas en reste. L'usage des outils comme les SMS, les messages audios ou même les applications simples en langues locales permettrait de surmonter les barrières linguistiques et d'alphabétisation, tout en rendant plus accessible l'information pour un plus grand nombre de producteurs. Pour ajouter, les acteurs ont suggéré la création d'écoles de la deuxième chance, spécialement conçues pour accueillir les jeunes déscolarisés ou en rupture de parcours scolaire, en leur offrant des formations pratiques et professionnalisantes orientées vers l'agriculture. Une autre dimension essentielle concerne la prise en compte du genre dans les contenus pédagogiques. Des formations sensibles au genre, avec des modules spécifiques destinés aux femmes, contribueraient à améliorer leur accès aux compétences techniques et à l'autonomie économique. La valorisation de l'apprentissage intergénérationnel a aussi été proposée comme un moyen de créer un lien entre les savoirs traditionnels portés par les aînés et les connaissances modernes acquises par les jeunes. Pour assurer la pérennité des acquis, les participants ont mis l'accent sur l'importance d'un suivi technique post-formation, permettant d'accompagner les jeunes installés et de renforcer l'application concrète des compétences acquises. Sur le plan du soutien à l'innovation, la création d'un fonds d'appui à l'innovation agricole se présente comme une condition sine-qua-non afin d'encourager les expérimentations locales, les initiatives communautaires et le développement de technologies accessibles. Enfin, les acteurs ont mis en avant l'intérêt que revêt la structuration de la concertation par le biais des plateformes multi-acteurs réunissant les institutions de formation, les chercheurs, les vulgarisateurs, les organisations paysannes et d'autres parties prenantes. C'est en cela que ces espaces pourront favoriser une meilleure synergie entre les acteurs, la co-construction des programmes de formation, et l'alignement des actions autour des priorités du développement agricole. La prise en compte de toutes ces propositions constitue une base solide pour envisager une révolution de la formation agricole au Burkina Faso, en phase avec les

Conclusion

Au terme de l'analyse de cet article, il ressort que la formation en agriculture au Burkina Faso à travers les dispositifs existants et le développement des compétences des acteurs est une nécessité impérieuse. Les résultats révèlent l'existence de plusieurs structures de formation qui

Le journal de la culture et des sciences

traduit une volonté réelle de doter les compétences agricoles. Toutefois, il est à noter qu'il y a un faible management institutionnel, entravant leur efficacité globale.

L'étude met également en relief les formations permettant l'appropriation de compétences techniques impliquées sur le terrain. Mais, l'absence de mécanismes de suivi post-formation, les disparités territoriales dans l'accès à certaines aptitudes spécialisées, de même que les problèmes liés à l'équipement, aux stages pratiques et à l'accès à l'innovation, présentent des contraintes essentielles aux effets durable des formations.

Les propositions formulées par les acteurs, notamment la conception d'un référentiel national unifié, le renforcement du suivi technique post-formation et la prise en compte du genre, demeurent un vecteur important pour relever les enjeux liés à la cohérence et à la pertinence des dispositifs. Somme toute, l'efficacité de la formation agricole est moins tributaire de la multiplicité des offres que de leur combinaison, de leur contextualisation et de leur compétence à coacher durablement les acteurs sur le terrain.

Références bibliographiques

Kolb, D. A. (1984). *Experiential learning: Experience as the source of learning and development*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.

Le Boterf, G. (2018). *Construire les compétences individuelles et collectives* (7e éd.). Éditions d'Organisation.

MENAPLN. (2019). *Politique nationale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels*. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Burkina Faso.

Perrenoud, P. (1997). *Construire des compétences dès l'école*. Paris. ESF.

Poudiougou W. D. (2026). La formation agricole au Burkina Faso face aux dynamiques de compétences et aux contraintes organisationnelles. *Revue MAYA, Revue Semestrielle de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS) du Mali*, Volume 3, Numéro 1

Tardif, J. (1999). *Le transfert des apprentissages*. Les Éditions Logiques.

Le journal de la culture et des sciences

Wittorski, R. (2008). Professionnalisation et développement professionnel. *Recherche & Formation*, <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.786>

Ce document de vulgarisation est tiré de l'article scientifique : « POUDIOUGO W. Désiré. « **La formation agricole au Burkina Faso face aux dynamiques de compétences et aux contraintes organisationnelles** », revue MAYA, Revue Semestrielle de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS) du Mali, Volume 3, Numéro 1, Juin 2026, pp.12-23.